

Résumé de la séance d'information quotidienne à l'intention des parlementaires : 2 avril 2020

De :

"Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)" <spencer.brickles@canada.ca>

À :

"Cluney, Craig (PHAC/ASPC)" <craig.cluney@canada.ca>, "StJames, Louise (PHAC/ASPC)" <louise.stjames@canada.ca>, "Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC)" <marlene.lavoie@canada.ca>, "Gargum, Taha (PHAC/ASPC)" <taha.gargum@canada.ca>, "Frost, Evan (PHAC/ASPC)" <evan.frost@canada.ca>, "Osei, Peggy (PHAC/ASPC)" <peggy.osei@canada.ca>, "Novak, Krystal (PHAC/ASPC)" <krystal.novak@canada.ca>, "Beaudoin, John (PHAC/ASPC)" <john.beaudoin@canada.ca>

Cc :

"Sammon, Jacob (PHAC/ASPC)" <jacob.sammon@canada.ca>, "Irick, Marina (PHAC/ASPC)" <marina.irick@canada.ca>

Date :

Jeudi 2 avril 2020 22:06:36 +0000

La séance d'information sur la COVID-19 d'aujourd'hui à l'intention des parlementaires a été menée par Rhonda Kropp, ainsi que par d'autres représentants de TC, d'IRCC, d'AAC, de SCC, de SAC, de l'ASFC, de l'ARC, d'EDSC, d'AMC, d'ISDE et de SP. Mme Kropp a commencé par faire une brève mise à jour du point de vue de la santé publique. À midi aujourd'hui, il y avait 10 466 cas au Canada et 111 décès. Au Canada, 260 000 personnes ont été testées.

Nombre final de participants à l'appel : 159

Nombre de questions sans réponse : 10

Au début de l'appel, Transports Canada a donné une réponse de suivi à une question qui était restée sans réponse lors d'un appel précédent.

- En ce qui concerne les mesures de contrôle pour les vols intérieurs et les vols vers les camps de travail du Nord – En fait, les vérifications des vols intérieurs couvrent les vols privés ou nolisés de 10 passagers ou plus. Nous sommes en pourparlers avec les territoires et SAC pour déterminer si les plus petits vols, comme les taxis aériens, devraient faire l'objet de vérifications de santé, mais les vols intérieurs commerciaux sont effectivement couverts.

Les questions des parlementaires sont les suivantes :

- Cathy McLeod (PCC; députée de Kamloops – Thompson – Cariboo) : Il semblait y avoir un certain optimisme quant à la possibilité de rapatrier la plupart des gens de l'Inde, mais un certain nombre de personnes ont été exclues de la sélection des agents de voyage. Prévoit-on d'autres vols en partance de l'Inde pour les Canadiens?

- AMC : L'Inde arrive en tête de liste pour ce qui est du nombre de citoyens canadiens qui veulent être rapatriés. Ce nombre est passé de 5 000 à plus de 6 000. Nous avons prévu six vols, mais nous nous rendons compte que ce sera insuffisant. Nous avons des discussions avec Air India et d'autres fournisseurs pour d'autres vols.
- Mark Dalton (PCC; député de Pitt Meadows – Maple Ridge) : Quelqu'un des Finances peut-il répondre aux questions? Les propriétaires d'entreprise qui sont incapables de faire des paiements de loyer peuvent-ils obtenir de l'aide? Les personnes qui ont été mises à pied sont-elles admissibles à un congé de maternité pendant l'été? Quelle est la mise à jour sur le rapatriement avec les Philippines et le Pakistan?
 - ISDE : La question de la faillite est assez complexe, nous avons un bureau pour les faillites, mais nous devons nous pencher davantage sur la question pour voir comment les petites entreprises sont touchées dans cette situation. Différentes lois provinciales régissent également ce domaine. Je transmettrai la question au ministère.
 - EDSC n'a rien à ajouter.
 - AMC : En ce qui concerne les Philippines, il y a 3 000 demandes de rapatriement et on est en train de trier les réponses pour voir combien veulent revenir. Il y a toujours des vols commerciaux en partance des Philippines, et nous travaillons avec eux pour faciliter l'ajout de vols. Avec le Pakistan, nous venons d'exploiter deux vols de nuit et nous sommes en pourparlers avec les compagnies aériennes pour obtenir des vols supplémentaires afin de rapatrier les Canadiens. Dans les deux cas, nous suivons de près la situation et discutons avec les compagnies aériennes commerciales pour faciliter le rapatriement du plus grand nombre possible de Canadiens.
- Sénatrice Kim Pate (GSI) : Quel est le plan pour réduire le nombre de personnes dans les prisons fédérales, compte tenu du nombre croissant de cas de COVID?
 - SCC : En collaboration avec la Commission des libérations conditionnelles du Canada et le ministère de la Sécurité publique, on a examiné diverses options de mise en liberté en toute sécurité.
- Elizabeth May (PVC; députée de Saanich – Îles Gulf) : Beaucoup de gens passent entre les mailles du filet avec la PCU. Qu'est-ce qui est fait pour aider les gens qui ne sont actuellement pas couverts par ces efforts d'aide?
 - EDSC : Nous avons entendu un certain nombre de préoccupations au sujet de la PCU. À l'heure actuelle, certaines personnes ne sont pas admissibles, mais il est utile d'entendre de tels renseignements et d'en tenir compte dans le cadre de mesures stratégiques supplémentaires.
- Gord Johns (NPD; député de Courtenay-Alberni) : On nous a clairement dit que les étudiants seraient admissibles à la PCU, mais nous avons appris hier que ce n'est plus le cas. C'est un énorme problème étant donné qu'il n'y a pas d'emplois à l'heure actuelle et que beaucoup de gens passent entre les mailles du filet.
 - EDSC : Nous sommes bien au fait des problèmes et des préoccupations liés à la PCU, nous avons des conversations actives et en temps réel. L'objectif est de donner de l'argent au plus grand nombre de Canadiens possible le plus rapidement possible. Avec les étudiants, nous examinons différents programmes pour les jeunes afin de leur offrir des mesures. Les congés de maternité seront traités comme d'habitude.
 - ARC : Rien à ajouter.

- Sénatrice Mary Jane McCallum (GSI) : Il y a une personne qui travaille comme massothérapeute autonome et qui n'est actuellement pas admissible à l'assurance-emploi, mais son entreprise est considérée comme un service essentiel. Elle craint d'entrer en contact avec des personnes infectées et a décidé de mettre fin à sa pratique. Pourra-t-elle demander un soutien financier?
 - o EDSC : Nous avons inclus les travailleurs autonomes dans la PCU, mais ce sont les provinces et les territoires qui jugent en fin de compte ce qui est essentiel. Vous n'avez pas besoin de démissionner pour être admissible, mais il y a trop de niveaux dans la question pour y répondre adéquatement.
- Brad Vis (PCC; député de Mission – Matsqui – Canyon du Fraser) : Nos bureaux de circonscription travaillent jour et nuit pour combler le manque de services opérationnels de Service Canada. Nous les encourageons à trouver une façon de mieux aider les Canadiens. De plus, beaucoup d'employés d'EDSC se sont fait dire de rentrer chez eux pour respecter la distanciation sociale. Le ministère peut-il informer les parlementaires que des employés d'EDSC sont réaffectés pour gérer les demandes, répondre au téléphone et aider les Canadiens?
 - o EDSC : Nous avons adopté une approche à plusieurs volets, nous nous penchons sur le télétravail, le redéploiement de nouveaux ordinateurs et l'infrastructure de TI. Nous examinons les services essentiels et voyons si d'autres employés peuvent être réaffectés aux services essentiels.
 - o Mme Kropp : Nous prenons bonne note de vos commentaires et les transmettrons à Service Canada.
- Kelly McCauley (PCC; député d'Edmonton-Ouest) : Le premier ministre a parlé du risque accru associé aux Canadiens qui reviennent au pays. Est-ce que nous effectuons des contrôles supplémentaires avant les vols ou au retour au Canada? Y aura-t-il des suivis de quarantaine?
 - o Mme Kropp : Les voyages à l'étranger présentent un risque accru, et les décrets nous permettent d'appliquer des mesures obligatoires d'isolement et de quarantaine. Les personnes symptomatiques sont interdites dans le transport public et pourraient être placées dans un établissement de quarantaine. Les personnes symptomatiques ne devraient pas monter à bord des avions; les personnes symptomatiques à bord des vols ne pourront pas prendre les transports en commun ou les vols intérieurs. Nous avons été proactifs auprès des passagers du navire Zaandam pour déterminer qui est asymptomatique ou symptomatique et nous assurer que nous avons les installations nécessaires pour les soutenir et minimiser le risque pour les Canadiens.
 - o AMC : Nous avons travaillé avec d'autres ministères pour nous assurer qu'il y ait un contrôle au fur et à mesure que les gens arrivent, ce qui a été un excellent effort pangouvernemental pour minimiser les risques.
 - o ASFC : Nous acquérons chaque jour de plus en plus d'expérience pour identifier les personnes malades et faciliter la tâche aux personnes asymptomatiques.
- Paul Manly (PV; député de Nanaimo – Ladysmith) : Je souhaite faire écho aux commentaires sur la PCU et la façon dont les gens passent entre les mailles du filet. La section locale de Centraide demande des renseignements sur la subvention salariale. Beaucoup d'entreprises avaient déjà des promesses de financement, mais nous nous attendons à ce qu'un grand nombre de ces promesses ne se concrétisent pas et nous nous attendons à une baisse des revenus. Quels sont les plans pour aider les organismes sans but lucratif de première ligne qui comptent sur des promesses de dons?

- ISDE : La subvention salariale profite effectivement au secteur sans but lucratif. C'est tout ce que je peux dire à ce sujet, et je vais demander à mes collègues des Finances de vous donner plus de détails.
- Alexandre Boulerice (NPD; député de Rosemont – La Petite-Patrie) : Que fait-on pour aider de toute urgence les personnes handicapées et les personnes âgées qui ont perdu tous leurs revenus? Les gens peuvent-ils encore recevoir des prestations de la SV et du RPC?
 - EDSC : Les gens sont admissibles à la PCU s'ils ont gagné 5 000 \$ au cours de la dernière année et ont subi les effets négatifs de la COVID-19. Nous continuons de recevoir des demandes de la SV et du RPC.
- Mike Lake (PCC; député d'Edmonton – Wetaskiwin) : Y a-t-il une mise à jour sur l'état d'avancement des tests? Cet appel est la partie la plus importante de ma journée. Nous aimerions avoir des séances d'information individuelles de ministères distincts au début de l'appel. Le site Web modifié est bien mieux, merci. Une de mes électrices possède une entreprise qui a perdu tous ses revenus, mais elle veut garder ses deux employés. Le programme de subventions salariales est arrivé, mais elle était déjà en train de présenter une demande en vertu du Programme de Travail partagé. Que se passe-t-il si le Travail partagé est la meilleure option? Peut-elle changer de programme ultérieurement?
 - Mme Kropp : Mise à jour du CCS du LNM sur les tests; nous avons amélioré de façon exponentielle notre capacité d'effectuer les tests et nous nous sommes penchés sur les questions relatives à la cohérence des tests. Pour ce qui est de savoir qui a été testé, il y a une stratégie de dépistage du LNM pour déterminer qui devrait être testé. On a dit qu'il y a des gens qui ne devraient pas subir de test et qui, au bout du compte, devraient rester à la maison. Les personnes qui travaillent avec des groupes vulnérables devraient toutefois subir un test, en plus d'autres facteurs comme les voyages. Cette stratégie devrait orienter les stratégies de dépistage provinciales individuelles. Il y a des sites du LNM, des cliniques provinciales et territoriales et même des laboratoires vétérinaires qui ont été réaménagés pour procéder aux tests de dépistage. Nous avons également assuré un flux de fournitures de dépistage et nous avons produit des réactifs au pays. Il y a des entreprises de biotechnologie qui peuvent aussi fabriquer des réactifs. Nous nous rapprochons de plus en plus de l'utilisation des tests rapides. L'un a été approuvé aux États-Unis, mais il y a des préoccupations au sujet des contrats préférentiels pour les Américains. Une entreprise canadienne qui fabrique des tests rapides est sur le point d'être approuvée, et elle utilise des intrants canadiens. Le LNM met ce produit à l'essai, ce qui est excellent pour les gens du Nord qui ont des problèmes logistiques. L'organisme de gouvernance PT élabore également des pratiques exemplaires pour le dépistage en fonction de ce qui a été appris jusqu'à maintenant. Il se passe beaucoup de choses sur le plan des tests de dépistage.
 - EDSC : Nous sommes hésitants à donner des conseils à l'électrice, car cela dépend des détails. Nous lui suggérons de faire un suivi auprès de la personne qui s'occupe de sa demande. Les détails du nouveau programme de subventions salariales n'ont pas été rendus publics et il est donc difficile de faire une comparaison en ce moment. Nous examinons la façon dont ces différentes mesures entrent en jeu.

- Dave Epp (PCC; député de Chatham-Kent – Leamington) : En ce qui concerne la prolongation des permis de travail pour les travailleurs étrangers temporaires, on a dit hier que les travailleurs ayant un statut peuvent dépasser leur période actuelle. Y a-t-il un endroit où trouver cela par écrit? Il y a beaucoup de gens qui sont intéressés à voir cela.
 - o IRCC : Nous serions heureux de faire un suivi distinct sur la façon de prolonger les permis de travail, mais il est essentiel de le faire avant l'expiration du statut, car ils en bénéficieront. S'ils ont un permis de travail propre à un employeur et qu'ils cherchent un autre employeur, ils devront présenter une nouvelle demande. Nous serons heureux de vous envoyer tous les renseignements pertinents séparément.

Veillez noter que ce rapport est une ébauche de travail et qu'il est réservé à l'usage interne de l'ASPC. Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Cordialement,

Spencer Brickles
Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning
Public Health Agency of Canada / Government of Canada
spencer.brickles@canada.ca / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques
Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada
spencer.brickles@canada.ca /Tél. : 343-543-3102